

21/03/2019

La future centrale du Vazzio mobilise les énergies

La réunion publique organisée mardi soir à la mairie a rassemblé les élus ajacciens autour des membres de la CGT Energie. D'une même voix, les acteurs locaux dénoncent les tergiversations de l'État sur les engagements de la PPE

D'un exposé limpide, détaillé et précis, il a fait la lumière sur les enjeux de l'avenir énergétique de la Corse. Le constat alarmant émane de Xavier Nesa, secrétaire général de la CGT Energie: "Nous sommes extrêmement inquiets, il y a urgence". La sentence conclut une argumentation de plusieurs minutes, film à l'appui.

À l'invitation du maire d'Ajaccio, les membres du syndicat et les élus du conseil municipal ont longuement échangé, mardi soir, dans la salle des délibérations de la maison carré.

Cette réunion d'information - "une innovation démocratique", selon Paul-Antoine Luciani, membre de l'opposition municipale -

avait pour but de soulever "une mobilisation populaire à la hauteur de la gravité de la situation".

Le dialogue de sourd qui s'est engagé depuis plusieurs semaines entre François De Rugy, ministre de l'Écologie, et Gilles Simeoni, président du conseil exécutif, inquiète les salariés d'EDF et les élus ajacciens.

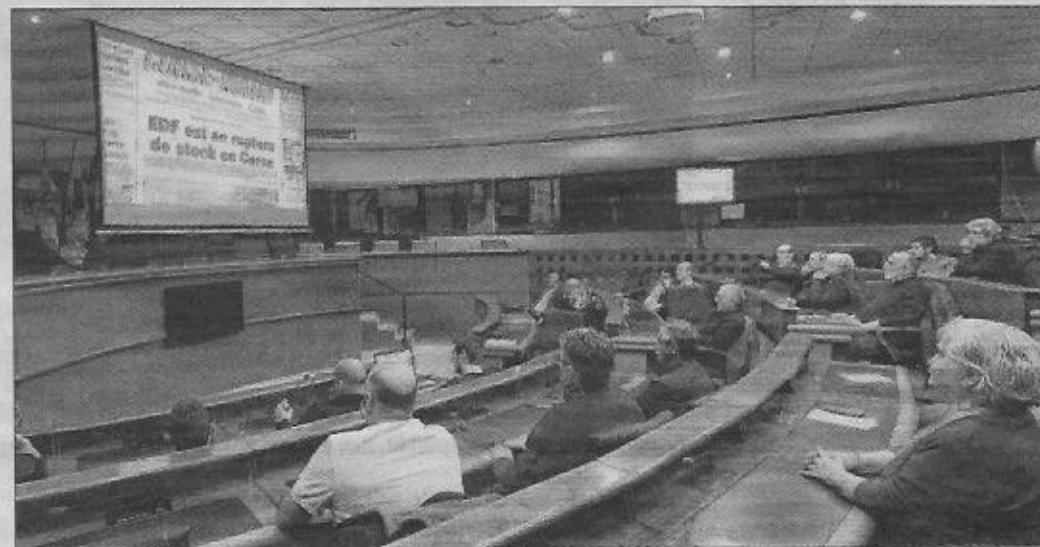
Démonstration arithmétique

Face aux tergiversations du gouvernement, le détricotage en règle de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2016-2023 menace la réalisation d'équipements sur lesquels Ségolène Royal et l'État s'étaient engagés, en 2016.

Parmi ceux-ci, la construction d'une nouvelle centrale électrique, en lieu et place de celle du Vazzio. Si le projet ne semble pas remis en question, c'est le redimensionnement de la structure envisagée par l'État qui interpelle.

"Dans le cadre de la PPE, il était prévu que la nouvelle centrale soit pourvue d'une puissance de 250 mégawatts. Or, maintenant, on nous annonce une réduction à 125 mégawatts", déplore Xavier Nesa face à l'auditoire. Le syndicaliste ne s'arrête pas à ce simple rappel. Il enchaîne avec une démonstration chiffrée pour alerter sur les dangers d'un redimensionnement.

"La centrale actuelle fait 120 mégawatts. Dans le cadre de la PPE 2015-2018, il était prévu qu'au-delà de sa fermeture en 2023, les cinq turbines à combustion de l'île seraient également abandonnées. Elles cumulent une puissance de 125 mégawatts. Le calcul est facile: ces différentes sources de production additionnées représentent 245 mégawatts. Avec la livraison prévue, en 2023, de la nouvelle centrale à 250 mégawatts, on remplace simplement les moyens existants. Donc il faut qu'aujourd'hui, les pouvoirs publics et notamment l'État, respectent ces engagements et lancent le plus vite possible la construction de cette centrale à la puissance appelée."



La CGT a présenté un film de 4 minutes rappelant les ruptures d'approvisionnement qui ont plongé la Corse dans le noir pendant près d'un mois, en 2005

/ PHOTOS JEAN-PIERRE BELZIT.

"Dédain de l'État"

La précision et la force du propos provoquent les applaudissements dans la salle du conseil municipal. Laurent Marcangeli adhère au discours de Xavier Nesa, renchérit sur "l'urgence" et apporte quelques précisions sur le mode d'alimentation de la future centrale.

"Dès le départ, j'ai été circonspect, eu égard à la connaissance que j'ai de la conduite des affaires publiques en Corse, sur la création d'un gazoduc destiné à alimenter cette nouvelle centrale. Ce week-end, Jacqueline Gourault (la "Madame Corse" du gouvernement était en visite dans l'île, ndlr)

m'a demandé si j'étais opposé à une autre technique qui privilégie l'installation d'une barge méthanère immergée au large du golfe d'Ajaccio et raccordée à la centrale. Si on me démontre que cela ne présente aucun risque environnemental, je n'ai pas d'opposition de principe. En revanche, je lui ai précisé d'une part qu'elle tomberait sur un os sur la question du redimensionnement et, d'autre part, que nous étions déjà en retard sur les engagements de l'État".

Le sablier qui s'écoule inquiète les élus de tous bords. "Il ne faut pas placer le débat de l'alimentation de la centrale avant même la priorité que représente la construc-

tion de celle-ci, lance Étienne Ferrandi, maire d'Alata. On nous parle d'indépendance énergétique pour 2050 mais l'enjeu immédiat, c'est 2023."

Dans l'hémicycle, où les élus nationalistes brillent par leur absence, le sujet fait consensus. Focalisé sur l'intérêt général, Xavier Nesa conclut: "Le projet global, alimentation en gaz naturel et construction de la centrale, c'est 1,5 milliard d'euros pour 330 000 habitants. C'est donc un choix éminemment politique. La Corse ne pèse pas lourd mais en dépit du dédain témoigné par l'État, nous avons droit au service public de l'énergie comme les autres."

JEAN-PHILIPPE SCAPULA



Xavier Nesa, secrétaire général de la CGT Energie, a exposé les enjeux liés à la création d'une nouvelle centrale de 250 mégawatts.